

Discours prononcé par Baptiste Bondu au nom de Télémaque
lors de la **journée d'étude sur la République en crise**, le 13/5/2023,
organisée par le Lab de la social-démocratie
en association avec de nombreux clubs de réflexion, associations et partis

« Je vais dire en d'autres mots ce qui a déjà été dit et, sans doute, ce qui sera dit, tout en apportant des nuances et des inflexions.

Le collectif Télémaque réunit, depuis 2018, des citoyens engagés, plutôt trentenaires et quarantenaires, qui pensent qu'il n'y a pas d'autre gauche qu'une gauche de gouvernement, réformiste, qui transforme réellement la vie des gens et qui ne trahit pas ses fondamentaux (libertés, Europe, développement économique au service de la réduction des injustices sociales). A travers des ouvrages, par exemple *La gauche du réel* publié en 2019 avec la Fondation Jean Jaurès, des tribunes et des consultations d'intellectuels, Télémaque contribue à toutes les initiatives qui visent à faire émerger cette gauche et lui donner les moyens de conquérir le pouvoir, que ce soit le Lab de la Social-démocratie ou la Convention de Bernard Cazeneuve.

Mon propos tient en 5 orientations, lignes de force, convictions fondamentales pour bâtir un projet et un discours de gauche face à la crise écologique.

1/ Premièrement. La crise écologique ne saurait être minorée : elle est majeure, durable et profondément déstabilisatrice. D'une certaine manière, nous sommes encore dans une incertitude sur le monde qui vient. Mais nous sommes dans la certitude - la recherche scientifique ne cesse de l'établir et d'en donner de nouvelles preuves - que le climat se réchauffe et que la biodiversité se raréfie. Avec des conséquences sur l'être humain et ses sociétés. Perturbations climatiques d'ampleur et pénuries de ressources de toutes sortes (énergétiques, alimentaires, eau). Avec pour conséquences des problèmes sanitaires, des flux migratoires difficilement régulables, une économie profondément déstabilisée. Ne pas reconnaître la crise écologique dans toute son ampleur, c'est nier la science et c'est se couper d'une aspiration de la jeunesse, qui en fait une cause majeure dans ses engagements (cela a été dit).

2/ Deuxièmement. Cette crise touche déjà, et touchera toujours davantage, particulièrement les plus faibles : pays les plus pauvres et, au sein des pays riches, ressortissants les plus pauvres. A cet égard, parce que nous sommes de gauche, nous sommes nécessairement écologistes. Pour le dire autrement, il paraît difficile, si ce n'est impossible, d'être de gauche sans être écologiste. Pas par amour de la nature, pas par une conception environnementaliste naïve et suspecte qui voudrait que l'homme soit la cause du mal dans une nature bonne et pure, mais par souci de la justice sociale - ce qui est le moteur de la gauche.

3/ Troisièmement. Précisément parce que la crise écologique est majeure et parce qu'elle est source d'injustices, nous avons l'impérieux devoir de la traiter sérieusement. Sérieusement, cela veut dire sans mollesse, avec détermination et avec ambition. Mais sérieusement, cela veut dire aussi, sans incantations, progressivement, par étapes, avec des objectifs et des jalons clairs, priorisés et réalisables. Sérieusement, cela signifie non pas arrêter la production agricole et industrielle mais la réorienter sans trembler vers des activités propres, des modèles économiques circulaires, un accroissement de la productivité et de l'efficacité dans l'utilisation des ressources. De ce point de vue, de même qu'il ne saurait y avoir de gauche non écologiste, il ne peut pas y avoir de gauche décroissante. S'il peut et doit y avoir une baisse drastique de tout ce qui contribue au dérèglement climatique, à la sécheresse, à l'extinction des espèces,

cette baisse des externalités négatives doit s'accompagner d'une poursuite de l'accroissement de richesse globale, dès lors qu'elle s'accompagne, plus encore qu'aujourd'hui, d'un bénéfice de cette nouvelle richesse pour les plus modestes. En ce sens, répondre à la crise écologique consiste bien à changer radicalement de mode de production et de mode de vie : plus le temps passe, moins les demi-mesures et les atermoiements seront possibles.

4/ Quatrièmement. Pour que ce changement radical soit socialement, et donc démocratiquement, soutenable, il doit nécessairement être équitablement réparti et acceptable socialement. Il faut que les plus favorisés contribuent de manière visible à l'effort, et à la hauteur de leur impact écologique, qui est plus négatif que celui des plus défavorisés. Mais, il faut aussi que le changement écologique de nos sociétés apparaisse comme un accroissement de la richesse globale et du mieux-être pour tous et tout particulièrement pour les plus démunis. C'est donc tout le contraire d'une approche doloriste et catastrophiste. C'est une approche heureuse et émancipatrice. Le discours écologiste doit donc changer lui aussi radicalement et être conçu non comme une contrainte et l'aube d'une ère de frustration et de régression mais comme un horizon de progrès. Progrès de la qualité de vie, fondé sur un progrès de la connaissance et de la technologie - mais qui ne peut se faire sans un progrès démocratique (faire participer les citoyens et les salariés aux décisions) et sans un progrès social (que les plus modestes gagnent plus à ce nouveau modèle que dans l'ancien).

5/ Cinquièmement et pour finir, l'enjeu écologique est politique et géopolitique. Il doit être au cœur de la bataille de modèle culturel et idéologique qui se joue au niveau national et international. A cet égard, l'espace européen (qui génère 7 à 8% des émissions mondiales et qui reste la première économie mondiale) peut redevenir un pôle de normativité, non par la contrainte ou les armes, non par la sortie des échanges économiques internationaux, mais par l'influence, par l'imposition de normes (sociales, démocratiques et environnementales) et par la preuve de la réussite de son modèle. A cet égard, nous pourrions dire que la réponse à la crise écologique, loin de devoir être abordée de manière culpabilisatrice (« nous, Européens, sommes responsables de ce modèle économique et social qui détruit la planète »), doit être l'occasion d'une nouvelle fierté (« nous, Européens, serons les porteurs d'un nouveau modèle de développement qui permet une restauration de l'équilibre de la planète en améliorant la démocratie et la justice sociale »). Il faut que l'écologie ne soit plus un projet moral (moralisateur) et individualiste pour devenir un projet politique et collectif. Les projets écologiques fondés sur la responsabilisation individuelle sont à la fois trop restreints et peuvent être contre-productifs, comme le montrent de récents travaux de recherche. L'enjeu est d'intégrer l'écologie dans une vision du monde et une politique publique partagée, commune, évaluable, mobilisatrice. Ce discours politique doit être porté avec force, pour damer le pion aux autres incarnations de l'écologie, du green-washing à la décroissance, en passant par l'environnementalisme d'extrême-droite, qui révère la nature, les paysages et les animaux autant qu'il abhorre les étrangers, la science et le progrès. Et sans parler de tous les discours anti-écologistes qui prospèrent aussi, notamment à cause d'une conception parfois triste et castratrice de l'écologie. Il est plus qu'urgent de proposer une autre vision de l'écologie, démocrate et sociale, pour et avec la France et les Français, pour et avec l'Europe et les Européens et pour et avec le monde et tous les habitants de notre planète.

Voilà le discours volontariste que nous voulions porter comme contribution au débat. »